

PREMIÈRES SYNTHÈSES

NETTE REPRISE DE L'EMPLOI DEPUIS L'AUTOMNE 1993

Les années 1992 et 1993 ont été particulièrement défavorables en matière d'emploi, 450 000 suppressions en deux ans se traduisant par 650 000 chômeurs supplémentaires.

Mais le deuxième semestre 1993 et le premier semestre 1994 sont marqués par une amélioration sensible de la situation de l'emploi, liée à la reprise de l'activité économique et accompagnée par les mesures de la politique de l'emploi.

Cette amélioration concerne, mais de façon moins nette, l'ensemble de nos principaux partenaires d'Europe continentale; elle a été plus précoce au Royaume-Uni et surtout aux Etats-Unis, où six millions d'emplois ont été créés depuis l'été 1991.

Après avoir décliné de 1 % en 1993, le produit intérieur brut français retrouve en 1994 un rythme de croissance significatif, sans doute supérieur à 2 % en moyenne annuelle et voisin de 3 % en glissement. Le rôle moteur est tenu par l'industrie manufacturière, qui profite du redressement vigoureux de la demande mondiale. Après une première phase où la stabilisation des stocks a joué le rôle principal, le cycle conjoncturel devrait se poursuivre par une reprise de l'investissement et une amélioration des revenus d'activité, plus favorable à la consommation (1).

Reprise de l'emploi au premier semestre 1994

Depuis 1990, la France perd des emplois : de l'ordre de 50 000 en 1991, 210 000 en 1992 et 240 000 en

(1) - Note de Conjoncture de juillet 1994 et Point Conjoncturel d'octobre 1994, de l'INSEE.



1993 et ceci malgré une politique toujours active de soutien à l'emploi qui s'est traduite par un accroissement du nombre d'emplois aidés de 300 000 en 1992 et de 250 000 en 1993 (2).

Dans les secteurs marchands non agricoles, les pertes d'emplois salariés induites par le ralentissement, puis le recul de l'activité économique, ont été de 100 000 en 1991 et de 230 000 en 1992 et 1993 (tableau 1). L'industrie manufacturière et le bâtiment procèdent à de fortes réductions d'effectifs (presque - 10 % sur les deux années 1992 et 1993), tandis que, dans le secteur tertiaire marchand, l'emploi stagne : hormis les services marchands, tous les grands secteurs d'activité suppriment des emplois au cours des deux dernières années.

Le contraste entre l'année 1993 et le premier semestre 1994 est saisissant : la reprise de l'emploi intervient de façon plus précoce et plus vigoureuse qu'il n'était prévu, si l'on se fonde sur les résultats de l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'oeuvre, qui sont beaucoup plus favorables que ceux déduits des statistiques trimestrielles de l'UNEDIC (encadré : "statistiques d'emploi : évolutions récentes"). Près de 120 000 emplois auraient été créés au cours des six premiers mois de 1994, au bénéfice notamment des commerces de détail, des hôtels-cafés-restaurants et des services rendus aux entreprises (avec l'intérim). Beaucoup de ces créations d'emploi prennent la forme de contrats à durée limitée (CDD, intérim) (3).

(2) - C. Abrossimov, D. Gélot : « En 1993, une politique de l'emploi très active », *Premières Synthèses*, n° 71, septembre 1994, ainsi que C. Abrossimov, S. Amira, B. Belloc, O. Marchand, B. Roguet : « Premier bilan de l'emploi et du chômage en 1993 », *Premières Synthèses*, n° 48, avril 1994.

(3) - INSEE : *Complément à Informations Rapides* n° 252 du 13 septembre 1994 sur les résultats de l'enquête trimestrielle sur l'emploi de juin 1994.

Autres indicateurs témoignant de la reprise de l'activité, le recours au chômage partiel est bien moindre en 1994 qu'en 1993 et le nombre d'offres d'emploi déposées chaque mois à l'ANPE, qui bénéficie en outre d'un fort développement en ce sens de l'activité de l'Agence, est en nette progression (+ 40 % entre le premier

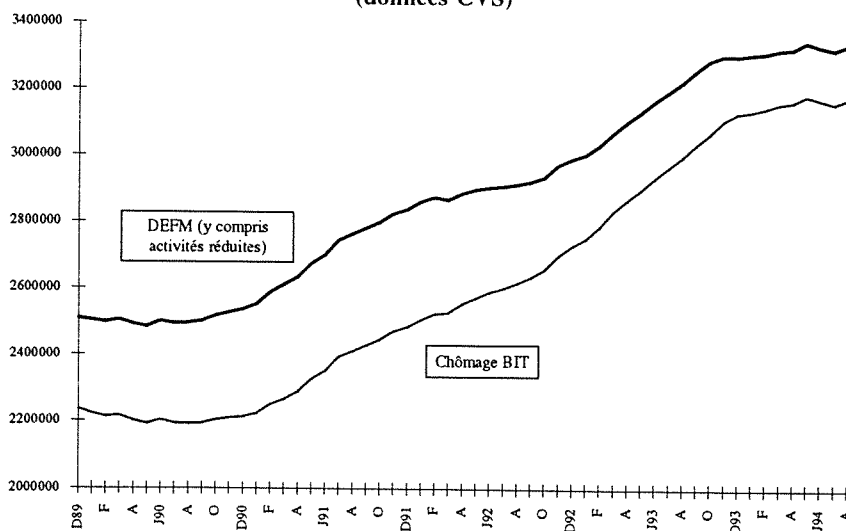
semestre 1993 et le premier semestre 1994). L'analyse des flux d'emploi montre en fait que, dès le milieu de l'année 1993, l'intensité des licenciements économiques faiblit d'un trimestre sur l'autre et les embauches sur contrat stable ne diminuent plus. A partir du début de l'année, les petites entreprises des services ont, les pre-

Tableau 1
Évolution de l'emploi

	Niveau fin 1993 (en milliers)	Variation en 1993 (en milliers)	Variations (en %)				
			1990	1991	1992	1993	1 ^{er} sem. 1994 (CVS)
Salariés	19247	-160	1,0	0,1	-0,5	-0,8	
Agriculture	259	0	-2,3	-0,4	-0,2	0,0	
Secteurs marchands non agricoles	14337	-231	1,2	-0,7	-1,6	-1,6	0,8
Industrie	4260	-190	0,0	-2,7	-3,9	-4,3	-0,5
dont :							
- IAA	532	-5	-0,6	-0,8	-1,3	-0,9	0,0
- Energie	245	-3	-2,6	-1,6	-1,8	-1,1	-0,5
- Biens intermédiaires ...	1103	-61	0,4	-2,8	-4,6	-5,2	-0,2
- Biens d'équipement	1376	-72	1,1	-2,5	-4,1	-5,0	-0,9
- Biens de consommation	1004	-50	-1,1	-4,1	-4,9	-4,8	-0,4
Bâtiment, Génie civil et agricole	1179	-57	0,8	-1,7	-5,3	-4,6	-1,4
Tertiaire marchand	8898	17	2,0	0,6	0,2	0,2	1,7
dont :							
- Commerces	2187	-14	1,0	-0,9	-1,2	-0,6	1,3
- Transports, Télécom. ...	1346	-16	1,1	0,5	-0,3	-1,2	0,1
- Services marchands	4687	58	3,0	1,4	1,3	1,3	2,6
- Institutions financières	678	-11	0,9	-0,1	-1,6	-1,5	0,0
Tertiaire non marchand (y compris CES)	4651	71	0,5	3,0	3,1	1,5	
Non salariés	2627	-83	-2,0	-2,6	-4,0	-3,1	
EMPLOI TOTAL	21874	-243	0,6	-0,2	-0,9	-1,1	

Source : INSEE, Division Emploi.

Graphique 1
Demandes d'emploi en fin de mois et chômage au sens du BIT, de 1990 à 1994 (données CVS)



Source : ANPE, DARES, INSEE.

mières, prudemment commencé à reconstituer un potentiel d'emplois à durée limitée (4).

A l'été 1994, un peu plus de 3,3 millions de DEFM

Depuis le début de l'année, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois n'augmente plus guère : fin décembre 1993, il était d'environ 3 300 000; à la fin du mois d'août 1994, il avoisine 3 340 000. Le ralentissement est sensible par rapport à l'année 1993, au cours de laquelle l'indicateur s'était accru de plus de 300 000 (graphique 1). Le nombre de chômeurs au sens du BIT, estimé grâce à l'enquête Emploi, augmente plus vite entre mars 1993 et mars 1994 que le nombre de DEFM, comme cela avait été observé au cours des deux années précédentes (5). Le taux de chômage est ainsi passé de 9,9 % fin 1991 à 10,9 % fin 1992, 12,4 % fin 1993 et 12,6 % à l'été 1994.

Au cours des huit premiers mois de 1994, les signes d'amélioration relative de la situation du marché du travail se sont multipliés : outre le ralentissement de la croissance du nombre des DEFM, le rythme d'évolution du chômage masculin est resté inférieur à celui du chômage féminin (avec même une baisse du chômage des hommes jeunes et des cadres), les inscriptions à l'Agence suite à un licenciement économique ont eu tendance à diminuer, les sorties de l'ANPE liées à une reprise

d'emploi ont redémarré et les taux d'écoulement se sont redressés pour les anciennetés de chômage inférieures à un an. Ce redressement bénéficie principalement aux demandeurs d'emploi adultes et qualifiés.

Cependant cette amélioration relative doit être interprétée avec prudence, car certaines tendances observées précédemment se poursuivent, en particulier la progression du chômage de longue durée malgré les mesures spécialement mises en place ou développées à leur intention (notamment les contrats de retour à l'emploi). Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an était de 890 000 à la fin de l'année 1992, il atteint 1 090 000 douze mois plus tard et se rapproche de 1 200 000 à la fin août 1994 (36 % des demandeurs d'emploi de catégorie 1).

160 000 actifs supplémentaires en 1993

Le bilan qui se dégage de ces évolutions de l'emploi et du chômage conduit en 1993 à une progression de la population active conforme à la tendance, après une quasi-stabilité en 1992 (tableau 2). La variation de l'emploi est pratiquement la même au cours de chacune des deux années, mais le chômage s'accroît plus en 1993 car, cette année là, les effets de la politique de l'emploi sur les ressources en main-d'oeuvre sont extrêmement faibles (6), du fait du fléchis-

sement des actions de formation, qui s'étaient fortement développées l'année précédente. A partir de juin 1993, les effets de la politique de l'emploi se sont principalement concentrés sur l'aide à l'embauche, notamment dans le secteur marchand.

En 1994, la variation tendancielle des ressources en main-d'oeuvre serait du même ordre que les deux années précédentes mais la population active pourrait augmenter plus du fait d'un fort impact positif de la politique de l'emploi sur cette variable et aussi, d'une remontée probable du taux d'activité moyen, liée à la reprise de l'activité économique et de l'emploi.

Une reprise plus précoce aux Etats-Unis et au Royaume-Uni

La croissance a repris aux Etats-Unis dès 1992 (+ 2,3 % du PIB) et au Royaume-Uni dès 1993 (+ 2,0 %), alors que les principaux pays de l'Europe continentale s'enfonçaient dans la récession : - 1 % en France, - 1,7 % en Allemagne occidentale, - 0,6 % en Italie, - 2,1 % en Suède, en moyenne annuelle 1993.

De ce fait, les conséquences du retournement du début des années 1990 ont été très différentes selon les pays, à la fois dans leur calendrier et dans leur ampleur. Aux Etats-Unis, l'emploi ne diminue que de l'été 1990 à l'automne 1991 : depuis lors, il y a eu environ 6 millions d'emplois créés et le taux de chômage est redescendu

Tableau 2
Bilan des évolutions de l'emploi et du chômage
au cours des trois dernières années

Valeurs brutes en milliers

	1991	1992	1993
Variation de l'emploi (yc. contingent) (1)	- 65	- 225	- 250
Variation du chômage BIT (2)	+ 277	+ 253	+ 411
Variation de la population active (3) = (1) + (2)	+ 212	+ 28	+ 161
Variation des ressources en main-d'oeuvre (4)	+ 170	+ 180	+ 160
Ecart * (3) - (4)	+ 42	- 152	+ 1

* Cet écart est principalement le reflet de l'impact des mesures de politique d'emploi sur la population active potentielle. Il peut aussi s'expliquer, outre l'imprécision des estimations, par d'éventuels effets de flexion conjoncturelle des taux d'activité.

Source : INSEE, Division Emploi (sauf ligne (4) : estimations provisoires DARES).

(4) - N. Barthélémy, C. Jaulent : « Embauches et licenciements au cours de l'année 1993 : un marché de l'emploi en voie de redressement », *Premières Synthèses*, n° 69, septembre 1994.

(5) - B. Belloc, O. Marchand, C. Saglietti : « Dégradation sensible de la situation de l'emploi de l'automne 1992 au printemps 1993 », *Premières Synthèses*, n° 35, novembre 1993.

(6) - L'évolution des ressources en main-d'oeuvre, c'est-à-dire de la population active disponible, s'appuie sur les projections de population totale et sur des hypothèses d'évolution tendancielle des comportements d'activité.

de près de 7,5 % à 6 % (graphiques 2 et 3). De même au Royaume-Uni, les effectifs occupés se sont certes effondrés entre la mi-1990 et le début 1993 (près de 2 millions de postes supprimés), mais ils se stabilisent ensuite, le taux de chômage revenant de 10,5 % à 9,5 %.

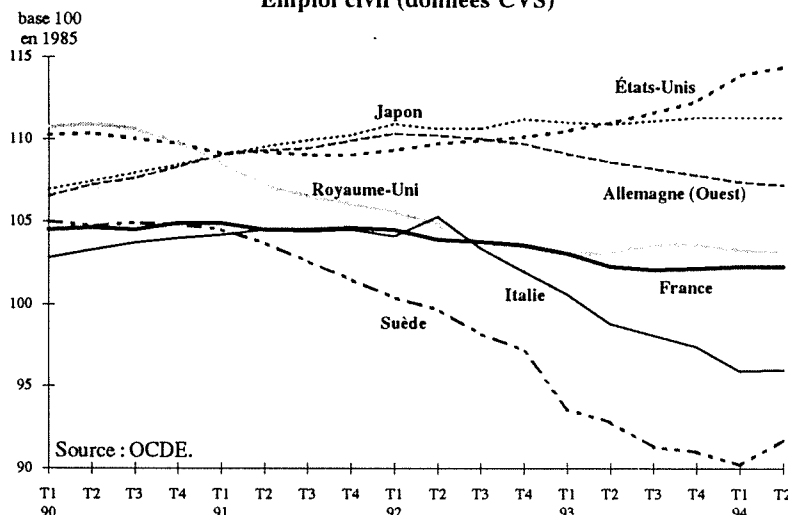
A l'inverse, en Allemagne occidentale, en France et en Italie, la situation s'est encore dégradée en 1993 avec une poursuite de la baisse de l'emploi et de la montée du chômage. Un début d'amélioration se dessine toutefois dans ces pays au premier semestre 1994, de façon plus nette en France qu'en Allemagne et en Italie. Le cas de la Suède est un peu différent: d'une part, on y est passé entre 1990 et 1993 d'une situation de plein emploi à un déséquilibre très accusé du marché du travail (taux de chô-

mage de 9,6 % en juillet 1993); d'autre part, la dégradation semble s'y être interrompue dès le deuxième semestre 1993.

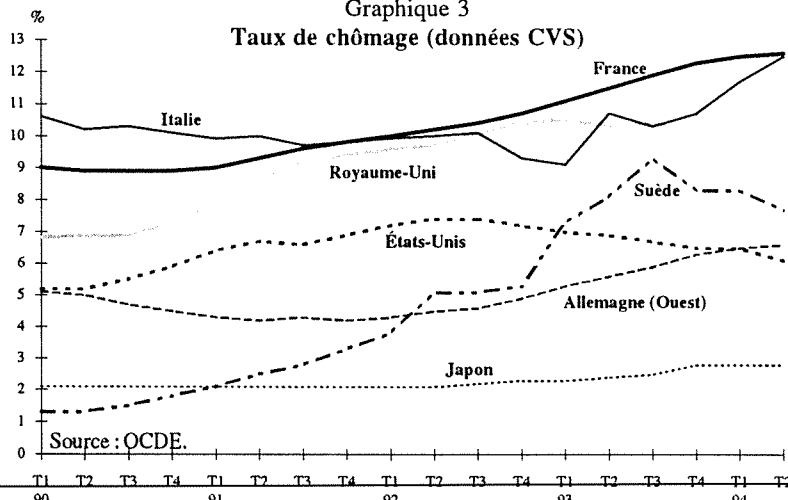
Enfin, le Japon reste atypique avec un emploi qui n'a jamais cessé d'augmenter jusqu'à la fin de l'année 1992, date depuis laquelle il reste stable, et un taux de chômage toujours très faible et inerte, bien qu'il ait atteint 3 % en juillet 1994. Rappelons toutefois que la mesure du chômage dans ce pays, même si elle respecte apparemment les recommandations internationales, conduit à des niveaux et des évolutions du taux de chômage difficiles à rapprocher de ceux des autres pays, et donc délicats à interpréter.

Olivier MARCHAND
(DARES).

Graphique 2
Emploi civil (données CVS)



Graphique 3
Taux de chômage (données CVS)



Statistiques d'emploi : évolutions récentes

Si les deux sources principales de suivi conjoncturel de l'emploi salarié s'accordent sur une forte baisse des effectifs au cours de l'année 1993, il n'est pas de même pour le premier semestre 1994 : dans les deux cas, il y a reprise de l'emploi mais d'ampleur très différente selon la source retenue. Pour l'INSEE et la DARES, qui se fondent sur l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre (dite ACEMO), l'emploi salarié dans les secteurs marchands non agricoles a progressé de 0,8 % (+ 0,2 % au premier trimestre; + 0,6 % au second), soit près de 120 000 emplois supplémentaires. Pour l'UNEDIC, il n'y aurait eu, sur ce même premier semestre, que 0,2 % de croissance des effectifs (- 0,1 % au premier trimestre; + 0,3 % au second), soit moins de 30 000 emplois supplémentaires. Cet écart de 90 000 emplois sur le premier semestre 1994 est, pour une très grande partie, concentré dans trois secteurs : environ 37 000 dans les «commerces» (y compris réparation automobile), 16 000 dans les «hôtels, cafés, restaurants» et 26 000 dans «l'immobilier et les services aux entreprises» (y compris intérim).

Il est normal que les estimations de l'INSEE et celles de l'UNEDIC ne soient pas identiques car elles sont issues de sources différentes, chacune de ces sources étant affectée d'aléas : aléas d'échantillonnage pour l'enquête ACEMO menée chaque trimestre par la DARES et utilisés par l'INSEE pour ses estimations, aléas inhérents à toute information conjoncturelle issue d'une source administrative dans le cas de l'UNEDIC. Mais l'écart constaté sur le premier semestre 1994 a une ampleur telle qu'il ne peut pas être imputé à ces aléas. Une expertise des deux sources d'information ainsi que des méthodes utilisées, a donc été réalisée par l'INSEE en étroite collaboration avec l'UNEDIC et la DARES.

Trois facteurs principaux de divergence, non indépendants, ont été identifiés :

1. la correction des variations saisonnières : si les coefficients saisonniers étaient calculés par l'INSEE sur la même période que celle retenue par l'UNEDIC, l'écart aurait été réduit d'environ 10 000 emplois. Il s'agit là d'un facteur passager qui sera compensé au cours du deuxième semestre;

2. l'intérim, qui est mesuré différemment par les deux organismes, évolue plus rapidement dans les estimations de l'INSEE que dans celles de l'UNEDIC. En données corrigées des variations saisonnières, l'écart peut être chiffré à environ 20 000 emplois, ce qui explique la différence constatée sur les services aux entreprises;

3. l'enquête ACEMO et les statistiques de l'UNEDIC donnent une image différente de l'évolution de l'emploi en Ile-de-France. L'UNEDIC enregistre une évolution moins favorable en région parisienne que celle mise en évidence par l'enquête ACEMO. On peut estimer que, pour le premier semestre 1994, les estimations de l'INSEE comptent, en données corrigées des variations saisonnières, environ 40 000 emplois de plus en Ile-de-France que celles de l'UNEDIC. Il n'est pas possible d'établir un lien entre les différences relevées en Ile-de-France et celles constatées sur les secteurs «commerces» et «hôtels, cafés, restaurants». Les divergences sur les évolutions de l'emploi dans ces deux secteurs restent donc en partie inexpliquées.